

# SÉQUENCE 2

## COMMENT ÇA MARCHE L'ÉCONOMIE ?

Lorsque des milliards d'individus choisissent leurs achats, leur mode de vie, leur métier, comment ces choix se combinent-ils ? Cette deuxième séquence de l'exposition est dédiée à l'étude des échanges sur les marchés et hors marché et aux systèmes de règles nécessaires pour les faire fonctionner.

Vous allez réfléchir sur des cas concrets et souvent familiers de l'économie, comme le marché du travail, l'économie domestique et sur d'autres moins bien connus, comme le marché des capitaux ou le rôle de l'État. Ici, vous expérimenterez des procédures simplifiées d'échange et participerez à des simulations. Il s'agit de rendre concrètes et pour ainsi dire palpables les forces qui structurent l'économie et la conduisent à un certain équilibre.

### Sommaire

Bourse	Offre	État	Régulation
Budget	Demande	Maison	Stabilité des prix
Concurrence	Enchère	Marché	Travail

### 2A Les mécanismes du marché (ilôt)

#### 2A1 – Sous-édito

Sur un marché donné, c'est la rencontre entre l'offre et la demande qui détermine les quantités échangées ainsi que les prix. Pour comprendre comment le système s'équilibre et comment il évolue, les économistes ont construit des concepts et des représentations simplifiées : courbes d'offre et de demande, concurrence parfaite ou notion d'élasticité. Ces outils permettent d'analyser les mécanismes essentiels qui régissent le fonctionnement des marchés, en dépit de leur diversité.

#### 2A2 – Offre, demande et prix (dispositif)

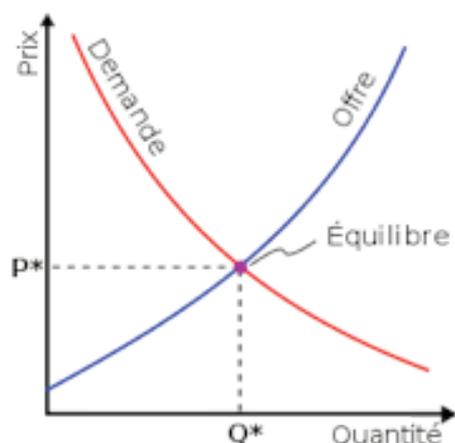
##### Consigne

Le prix du marché reste stable lorsque l'offre correspond à la demande. Tournez les molettes pour voir comment il évolue si la quantité offerte ou demandée varie !

##### La fixation du prix

Les courbes d'offre et de demande représentent les intentions de vente et d'achat d'un produit, pour différents prix. Lorsque le prix augmente, les vendeurs ont tendance à produire en plus grande quantité et l'offre s'accroît, tandis que les clients ont tendance à acheter moins, faisant diminuer la demande. Le prix d'équilibre se situe au croisement entre les deux courbes, quand la quantité offerte correspond à la quantité demandée.

## Courbes de l'offre et de la demande pour différents prix



$P^*$ : Prix d'équilibre  
 $Q^*$ : Quantité d'équilibre

### 2A3 – Élasticité de la demande

#### Consigne

Pour chaque produit, faites varier le prix et observez le comportement de la demande.

#### Étrange élasticité...

Lorsque le prix d'un produit augmente, logiquement, les consommateurs en achètent moins. Toutefois, cet ajustement de la demande est plus ou moins important selon les produits. La mesure de cette sensibilité de la demande, c'est l'« élasticité ».

Cependant, dans les cas décrits par les économistes Giffen et Veblen, cette logique ne s'applique plus. Quand les prix s'envolent, la consommation se concentre sur les produits de base, de sorte que leur demande s'accroît : on parle de biens « Giffen ».

Autre paradoxe : certains biens sont parfois d'autant plus demandés qu'ils sont plus chers, comme les produits de luxe ! Ce sont des biens « Veblen ».

### 2A4 – Concurrence (audiovisuel)

### 2A5 – Des marchés encadrés (fresque)

Les marchés peuvent-ils exister sans règles ? Évidemment non, répondent depuis longtemps les économistes ! Sur ce mur, vous trouverez des exemples de règles mises en place pour que les échanges entre acteurs économiques se déroulent correctement. Prenons la publicité : que serait votre vie de tous les jours si les entreprises communiquaient sur des caractéristiques que n'ont pas leurs produits ? Comment feriez-vous pour prendre une décision d'achat ?

#### Détail 1 : une publicité sur un mur

#### Réponse 1

Les publicités mensongères sont interdites. En France, ces pratiques sont surveillées par le ministère de l'Économie et sa Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF).

#### Détail 2 : une habitation à loyer modéré

#### Réponse 2

Pour faciliter le logement des personnes à faible revenu, l'État construit des habitations dont les loyers sont inférieurs à ceux du marché : ce sont les HLM (habitations à loyer modéré).

### **Détail 3 : des personnes en train de téléphoner**

#### Réponse 3

Depuis 1997, il existe en France un organisme indépendant qui veille à l'existence d'une concurrence loyale sur le marché des communications : l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep).

### **Détail 4 : la chaîne du froid (pour les produits alimentaires)**

#### Réponse 4

Des règlements sanitaires imposent aux entreprises de maintenir les produits frais et surgelés à la température correcte tout au long de leur cheminement (fabrication, transport, stockage...). Ce respect de la chaîne du froid protège la santé des consommateurs.

### **Détail 5 : étiquette pour dire que ce produit est utilisable pour les enfants de moins de 18 mois**

#### Réponse 5

L'étiquetage des jouets est obligatoire pour informer les consommateurs et protéger les enfants. Il indique le respect des normes de sécurité spécifiques à chaque âge.

### **Détail 6 : pratiques anticoncurrentielles**

#### Réponse 6

En France, les ententes entre entreprises sur les prix de vente sont interdites. La Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) procède à des enquêtes et sanctionne éventuellement les entreprises.

### **Détail 7 : un client dans une banque**

#### Réponse 7

En France, l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP) protège les clients des banques et des assurances. Elle veille à la mise en place de pratiques commerciales équilibrées et contribue à la stabilité du système financier dans son ensemble. Elle veille aussi à limiter les frais abusifs ou les incitations au surendettement des ménages.

### **Détail 8 : une facture d'un achat en ligne**

#### Réponse 8

Un achat sur Internet, tout comme en magasin, est un contrat qui oblige l'acheteur à payer et le vendeur à livrer la marchandise. En l'absence de règlement ou de livraison, chacune des parties peut obtenir réparation devant un tribunal.

### **Détail 9 : une étiquette avec un prix**

#### Réponse 9

Si la quantité de monnaie en circulation dans l'économie augmente plus que les quantités de produits disponibles, leurs prix risquent d'augmenter fortement. La Banque centrale contrôle la quantité de monnaie dans l'économie pour garantir la stabilité des prix et donc la valeur de la monnaie.

## **2A6 – Les externalités (fresque)**

Les économistes parlent d'externalité positive ou négative quand l'action d'un acteur économique a un impact favorable ou défavorable sur d'autres acteurs, sans contrepartie monétaire. L'État met en place des régulations pour favoriser les externalités positives et décourager les externalités négatives.

### **Picto 1 : La ruche**

#### Réponse 1

L'objectif d'un apiculteur est de produire et vendre du miel. Ses abeilles butinent dans les champs et les vergers. Elles favorisent ainsi la pollinisation et le rendement des cultures des voisins. Ce service est rendu gratuitement : c'est une externalité positive.

### **Picto 2 : La formation**

#### Réponse 2

Une entreprise finance une formation à un salarié. Elle améliore son efficacité mais lui permet aussi de trouver plus facilement du travail ailleurs. C'est alors l'entreprise qui l'embauche qui bénéficie de la formation. C'est une externalité positive.

### **Picto 3 : Les logiciels libres**

#### Réponse 3

Plus les utilisateurs d'un système d'exploitation gratuit comme Linux sont nombreux, plus les sociétés d'informatique sont incitées à concevoir des logiciels compatibles. Cela renforce l'intérêt de Linux. C'est une externalité positive, dite « de réseau ».

### **Picto 4 : Les vaccins**

#### Réponse 4

Les personnes qui se font vacciner contre la grippe ralentissent la propagation de l'épidémie et protègent ainsi les personnes non vaccinées sans qu'elles aient à assumer le coût d'une vaccination. C'est une externalité positive.

### **Picto 5 : Le ravalement**

#### Réponse 5

Le ravalement de la façade d'un immeuble augmente sa valeur. Comme l'aspect du quartier s'améliore, cela a aussi un effet positif sur le voisinage. C'est une externalité positive.

### **Picto 6 : Les automobilistes**

#### Réponse 6

Mieux former les automobilistes diminue le nombre d'accidents. Les compagnies d'assurance peuvent réduire les primes. Les conducteurs moins bien formés en bénéficient. C'est une externalité positive.

### **Picto 7 : L'embouteillage**

#### Réponse 7

Pour se déplacer plus rapidement, de nombreux conducteurs prennent leur voiture. Un embouteillage se crée, le temps de déplacement s'allonge, les livraisons sont retardées. C'est une externalité négative.

### **Picto 8 : La pollution**

#### Réponse 8

En période de croissance économique, l'augmentation de la production s'accompagne d'une hausse de la consommation d'énergie et de la pollution. C'est une externalité négative.

### **Picto 9 : Téléphoner en conduisant**

#### Réponse 9

Téléphoner en conduisant favorise la survenue d'accidents avec d'autres véhicules. C'est une externalité négative.

### **Picto 10 : Une fête de nuit**

#### Réponse 10

Une fête dans un appartement peut être bruyante et gêner les voisins. C'est une externalité négative.

### **Picto 11 : La cigarette**

#### Réponse 11

Un fumeur fait partager la fumée de sa cigarette à son entourage, nuisant ainsi à la santé des autres. C'est une externalité négative.

## 2B Les sphères marchandes et non marchandes (ilôt)

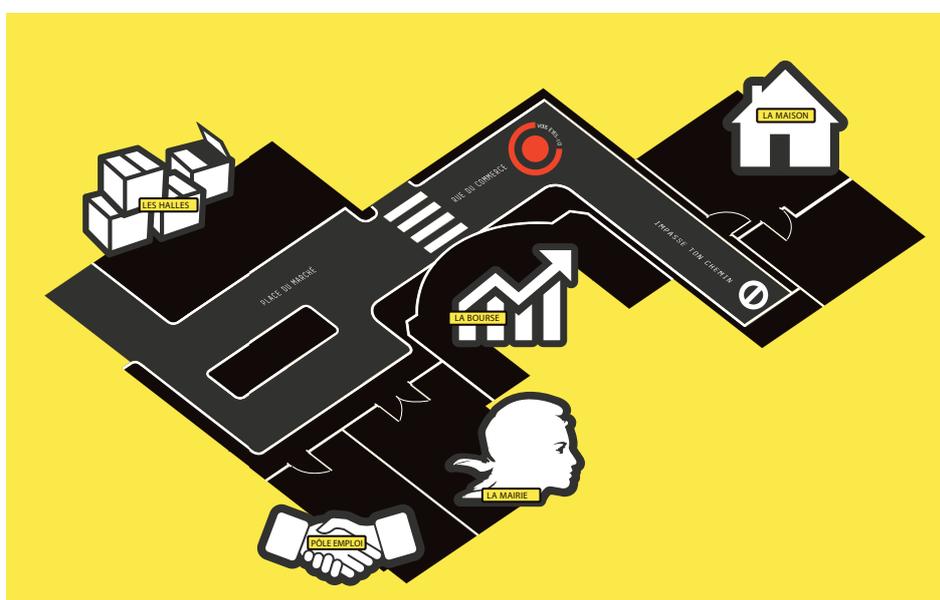
### 2B1 – Sous-édito

Dans une économie de marché, certains secteurs échappent à la sphère marchande. En France, par exemple, l'éducation, la santé ou la sécurité sont principalement prises en charge par l'État, qui garantit un accès quasi gratuit à ces services financés par des prélèvements obligatoires. Par ailleurs, les ménages produisent eux-mêmes des biens et des services : préparation des repas, jardinage, bricolage... Cette sphère domestique représente une grande partie de l'activité économique non marchande, notamment dans les pays les plus pauvres.

#### La ville imaginaire

Dans une économie de marché, les différentes sphères d'activités ne sont pas isolées. Elles interagissent. Voici une ville imaginaire, une miniature de l'économie dans son ensemble, avec ses sphères d'activités marchandes et non marchandes. L'organisation des échanges est une combinaison d'activités sur des marchés ou au sein des familles et d'interventions de l'État. La part de chaque sphère varie selon les époques.

#### Plan de la ville



### 2B2 – La bourse

#### Les marchés financiers

Certains acteurs ont besoin d'emprunter. D'autres épargnent et peuvent prêter. Les marchés financiers organisent leur rencontre. L'enjeu est que l'épargne soit valorisée en allant vers les projets les plus intéressants économiquement. En principe, le grand nombre d'acteurs qui gravitent sur les marchés financiers permet de mieux connaître et répartir les risques. Toutefois, il peut aussi se produire des effets de contagion : le marché s'emballe dans des « bulles spéculatives » qui enflent puis éclatent.

#### 2B2-1 – Gérez votre portefeuille (jeu multimédia)

### 2B3 – Pôle Emploi

Le marché du travail est le lieu où se rencontrent l'offre de ceux qui souhaitent vendre des heures de travail contre un salaire et la demande des employeurs. On y négocie ce qui concerne l'emploi, mais dans le cadre de lois et règles qui fixent des limites : durée du travail, prix, pénibilité... Une fois le contrat conclu, la relation d'emploi entre salarié et employeur se perpétue pendant un temps plus ou moins long, sur la base de leur accord.

## Bulles

L'ancienneté moyenne dans une entreprise est de 11 ans.

Chaque année, environ 20 % des individus ayant un emploi le quittent, volontairement ou pas.

Sur 100 postes de travail, 7 sont supprimés et 7 sont créés chaque année.

En France, la population active se définit comme l'ensemble des personnes âgées de plus de 15 ans qui exercent une activité professionnelle ou sont en recherche d'emploi.

En France, il y avait 28,4 millions d'actifs en 2011.

En France, il y avait 22,8 millions de salariés en 2011.

En France, il y avait 3 millions de non-salariés en 2011.

En France, il y avait 2,6 millions de chômeurs ne travaillant même pas une heure dans le mois en 2011, soit 9,2 % de la population active.

Source Insee: <http://www.insee.fr/fr/themes/>

### **2B3-1 – Marché du travail** (audiovisuel)

## **2B4 – Les halles**

### **Enchères pour tous**

Sur les marchés, un grand nombre de biens et matières premières se négocient à travers un système d'enchères. Cependant ce type de vente n'est pas réservé qu'aux entreprises. Les particuliers achètent ou vendent de l'art, des meubles ou toutes sortes d'objets en salle des ventes et, de plus en plus, sur Internet. L'État lui-même vend régulièrement aux enchères des objets saisis, des biens immobiliers, des matériels d'occasion et même – pour se financer – des titres de dette.

### **Qu'est-ce qu'une enchère ?**

Les enchères consistent en la mise en concurrence de plusieurs acheteurs pour l'achat d'une marchandise. Elles peuvent être montantes ou descendantes, se faire ouvertement ou à l'aveugle, avec ou sans limite de temps. Rapide, intense et efficace, ce type d'échange est resté populaire depuis l'Antiquité, tout en changeant de forme et d'objet : vente d'esclaves sur la place publique autrefois, vente du poisson à la criée ou dispersion de sa garde-robe sur Internet aujourd'hui !

### **2B4-1 – Achetez aux enchères** (jeu multimédia)

## **2B5 – La mairie**

### **L'État**

L'État au sens large englobe toutes les administrations publiques. Ses activités échappent à la logique marchande. Au nom de la collectivité, il prélève des ressources sur les autres acteurs économiques. Les impôts et cotisations sociales lui permettent d'assurer des services gratuits ou *quasi* gratuits, comme l'éducation, la santé, la justice, et de verser des prestations sociales. Ainsi, l'État contribue à la cohésion sociale et au bien-être de chacun. Son budget est adopté chaque année par le Parlement sur proposition du Gouvernement.

### **2B5-1 – Recettes ou dépenses publiques ?** (dispositif)

#### Consigne

Les pièces représentent des dépenses ou des recettes. À vous de les glisser dans la bonne colonne. Un doute ? Consultez les explications, puis validez pour vérifier vos réponses.

#### **Les recettes publiques en 2011 : 1 015 milliards d'euros**

Les ressources principales de l'État (au sens large) sont de deux types. D'une part, des cotisations sociales prélevées sur les salaires financent la protection sociale. D'autre part, des impôts

et taxes sont affectés à l'ensemble des dépenses publiques. Lorsque les recettes sont insuffisantes, l'État emprunte pour équilibrer son budget.

- **Vente de services aux ménages : 73 milliards d'euros**

Il s'agit par exemple des recettes générées par les tickets d'entrée à des établissements publics payants comme les piscines et les musées.

- **Impôts indirects (TVA et autres) : 305 milliards d'euros**

Ils sont inclus dans le prix de vente des produits puis reversés par les entreprises à l'État. À chaque achat, celui qui paye l'impôt est bien celui qui achète.

- **Impôts sur le revenu et sur le patrimoine : 225 milliards d'euros**

Ces impôts sont prélevés par l'État sur les revenus que les contribuables ont touchés au cours de l'année passée et sur ce qu'ils possèdent comme patrimoine (logement, placements, ...).

- **Cotisations sociales : 376 milliards d'euros**

Ces sommes sont prélevées sur les salaires par les employeurs et versées aux organismes de sécurité sociale.

- **Autres prélèvements obligatoires et autres transferts : 20 milliards d'euros**

- **Revenu des placements : 16 milliards d'euros**

L'État emprunte mais il place également des capitaux et en tire des revenus.

- **Financement par emprunt : 103 milliards d'euros**

Il s'agit de la somme qui manque pour équilibrer les dépenses et les recettes. L'État finance le déficit en empruntant.

- **Dépenses publiques en 2011 : 1 118 milliards d'euros**

À l'aide des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales), l'État produit des services en grande partie gratuits et verse des prestations sociales. Il doit également payer des intérêts sur sa dette.

- **Fonctionnement de personnel : 264 milliards d'euros**

Il s'agit de l'ensemble des rémunérations des fonctionnaires et salariés de l'État au sens large.

- **Frais de fonctionnement : 119 milliards d'euros**

Il s'agit de l'ensemble des charges liées aux activités courantes : énergie, fournitures, ...

- **Charge de la dette : 52 milliards d'euros**

Ce montant correspond aux intérêts que l'État doit payer sur sa dette aux acteurs qui lui ont accordé des prêts.

- **Prestations sociales : 511 milliards d'euros**

L'État (au sens large) assure les individus et les familles contre divers risques (maladie, chômage, vieillesse, etc.) en leur versant des prestations moyennant le paiement de cotisations quand ils travaillent. Il verse aussi des prestations à ceux qui ne bénéficient pas d'un minimum de ressources (RSA par exemple).

- **Subventions et transferts en capital : 44 milliards d'euros**

Les subventions sont versées par l'État à des producteurs pour des motifs variés : encourager l'innovation ou la protection de l'environnement, soutenir l'emploi... Les transferts en capital correspondent à des prises de participation dans des entreprises ou à des prêts.

- **Dotations aux associations et contribution au budget européen : 65 milliards d'euros**

- **Investissements : 63 milliards d'euros**

Ces dépenses correspondent à l'acquisition de biens durables qui servent aux activités de l'État : hôpitaux, écoles, armement, routes, etc.

Source (En France, en 2011, source Insee)

[http://www.insee.fr/fr/themes/comptes-nationaux/tableau.asp?sous\\_theme=3.2&xml=t\\_3201](http://www.insee.fr/fr/themes/comptes-nationaux/tableau.asp?sous_theme=3.2&xml=t_3201)

## 2B5-2 – Le budget des administrations publiques (fresque)

Les dépenses publiques recouvrent l'ensemble des dépenses des administrations publiques : État central, collectivités locales et organismes de sécurité sociale. Leur financement est assuré par les prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) et par des emprunts, quand cela ne suffit pas. Le Parlement vote chaque année la loi de finances qui fixe le montant des dépenses et des recettes et leur répartition entre les diverses fonctions assumées par l'État. La protection sociale (dépendance, retraite, chômage) est celle qui pèse le plus lourd, représentant 42,6 % des dépenses publiques en 2011.

D'où vient l'argent ?	%	Où va l'argent ?	%
Impôts	48,1	Protection sociale	42,6
Cotisations sociales	33,3	Santé	14,8
Emprunt	9,3	Services publics généraux	11,5
Recettes de production	6,5	Éducation	10,8
Autres transferts	1,4	Affaires économiques	6,2
Revenus de la propriété	1,4	Défense	3,2
		Logement et développement urbain	3,4
		Ordre et sûreté publics	3,1
		Loisirs, culture et religion	2,5
		Protection de l'environnement	1,9

Chiffres 2011,  
en milliards d'euros,  
source Insee

## 2B6 – La maison

### L'économie domestique

Cuisine, lessive, bricolage, jardinage... Au sein des ménages, chacun exécute ces tâches quotidiennes sans rémunération. En France, cette économie domestique, marquée par le développement des appareils ménagers, représente en moyenne 24 heures par personne et par semaine. Les femmes en assument les deux tiers. Cette situation évolue : avec le travail des femmes et l'aide de l'État aux ménages, de plus en plus de tâches domestiques sont relayées par des services payants.

### L'économie conviviale

Arroser les plantes du voisin, être bénévole dans une association, tenir un blog, toutes ces activités non rémunérées appartiennent à l'économie conviviale, qui diffère de l'économie domestique en ce qu'elle est tournée vers les autres, au-delà du cercle familial. Difficile à chiffrer car souvent non déclaré, le bénévolat correspond, en France, à environ 820 000 emplois à temps plein.

### L'électroménager et nous

La diffusion de l'équipement électroménager a bouleversé le poids et l'organisation du travail domestique au sein des ménages tout en améliorant sensiblement leur bien-être. Les taux d'équipement sont parfois très élevés : près de 100 % des ménages sont équipés d'un réfrigérateur, 95 % d'un lave-linge, 87 % d'un congélateur. Ces produits sont devenus indispensables et libèrent du temps qui peut être employé à d'autres activités : du travail mais aussi des loisirs. Imaginez un instant que vous soyez obligé de faire toute la lessive de la maison à la main...

Source : [http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg\\_id=0&ref\\_id=NA1non05156](http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NA1non05156)

## 2B6-1 – Valorisez votre temps (jeu multimédia)

### Consigne

Utilisez cette calculatrice un peu particulière pour découvrir combien valent les tâches domestiques que vous réalisez vous-même ! [source Insee]

## Sur les murs de la maison

### Bulles

#### Dans la cuisine

En France, 40 % des femmes salariées modifient leurs horaires de travail dans les 12 mois suivant la naissance d'un enfant. 6 % des hommes en font autant.

Plus un ménage compte de personnes, plus il réalise d'« économies d'échelle » : par exemple, acheter un frigo ou se chauffer coûte plus cher à une personne seule qu'à un couple qui peut se répartir la dépense. Pour vivre heureux moins cher, vivons ensemble !

36 % de la population de 15 ans et plus sont engagés dans une action bénévole.

90 % des femmes et 50 % des hommes participent à la cuisine et à la vaisselle (en moyenne et tous les jours de la semaine confondus).

Si la production domestique était rémunérée au smic, elle équivaldrait à 33 % du PIB.

#### Dans le salon

2 % seulement des ménages comprennent 6 personnes et plus.

En France, en 2010, le travail rémunéré représentait environ 38 milliards d'heures. Le travail domestique, non rémunéré, représentait environ le double.

La France héberge près de 60 millions d'animaux de compagnie (plus d'un foyer sur deux), soit plus que tout autre pays de l'Union européenne.

Source : Agriculture.gouv.fr - Enquête France bénévolat 2010. Population et société Ined novembre 2009. Insee 2011

## 2B7 – L'économie numérique

L'économie numérique est plus facile à observer qu'à définir. Une chose est sûre : depuis 20 ans, le numérique a changé nos vies et notre société. Nouveaux métiers, nouveaux objets, nouveaux services... Le monde du travail s'est transformé et l'entreprise s'invite dans la sphère domestique, pour le meilleur et pour le pire. Les ménages découvrent de nouvelles façons d'acheter et de vendre. Ce n'est qu'un début : l'économie numérique est loin d'avoir épuisé son potentiel d'innovation... et sans doute de croissance.

### Sur les murs du bureau

**38,6 millions**, c'est le nombre d'internautes en France.

**77%**, c'est le pourcentage de personnes qui achètent à distance (internet, téléphone, courrier) en France.

**60 000**, c'est le nombre d'emplois équivalents à un temps plein dans l'e-commerce en 2010.

**1 200 €**, c'est la dépense moyenne par an d'un acheteur sur internet.

**12 %**, c'est le pourcentage d'entreprises qui vendent en ligne.

**58 %**, c'est le pourcentage de salariés qui utilisent régulièrement un ordinateur.

**4h 25**, c'est le temps moyen consacré par un individu à écouter de la musique sur internet au cours d'une semaine type.

**2h30**, c'est le temps moyen passé par jour devant un écran sur le temps libre en France.

Source : Fevad, janvier 2011 / Insee / Rapport Hadopi.

## 2B8 – L'économie souterraine

L'économie souterraine, ou dissimulée, recouvre des formes très variées d'activité non déclarée. Il s'agit d'activités illégales comme la contrefaçon, le trafic de la drogue, le vol..., mais aussi d'activités tout à fait légales exercées de façon dissimulée pour échapper aux impôts et charges sociales : le « travail au noir ». Il est difficile de comptabiliser l'économie souterraine dans le PIB, il faut se contenter d'estimations. En France, les entreprises sont concernées pour près de 68 milliards d'euros et les ménages pour environ 3 milliards d'euros (Insee, mai 2011).

Source : Direction générale des douanes ; Direction générale des finances publiques (DGFIP) ; Insee ; Assemblée nationale, Rapport sur la lutte contre la fraude sociale ; Xavier Raufer et Stéphane Quéré, *Le crime organisé*, PUF, coll. Que sais-je ?.

### Consigne

Pour découvrir les réponses aux questions posées sur la palissade, regardez par les ouvertures.

#### Question 1

Combien de tonnes de tabac ont été saisies par les douanes en 2011 ?

#### Réponse 1

462 tonnes.

#### Question 2

À combien de milliards sont évalués les revenus liés au proxénétisme en 2011 ?

#### Réponse 2

Près de 2 milliards d'euros soit environ 0,1 % du PIB.

#### Question 3

Quelle proportion des contrôles fiscaux a donné lieu à des pénalités en 2010 ?

#### Réponse 3

21 % des contrôles fiscaux, soit 10 966 fraudes constatées.

#### Question 4

Combien de millions d'articles contrefaits ont été saisis par les douanes en 2011 ?

#### Réponse 4

9 millions.

#### Question 5

Combien de milliards représentent les fraudes aux prestations sociales ?

#### Réponse 5

Près de 5 milliards d'euros, soit 1 % des paiements.

Source : Direction générale des douanes. Direction générale des finances publiques (DGFIP) Insee. Assemblée nationale, Rapport sur la lutte contre la fraude sociale. Xavier Raufer et Stéphane Quéré, *Le crime organisé*, PUF, coll. Que sais-je ?